

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINGENHELD ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE

RTE DEPARTEMENTALE 931
ZA DU MONT DE SILLERY
51360 Prunay

Références : D3 i 2025 - 957
Code AIOT : 0100028472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement LINGENHELD ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE implanté RTE DEPARTEMENTALE 931 ZA DU MONT DE SILLERY 51360 Prunay. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de faire le point sur le démarrage du fonctionnement du site ainsi que sur l'avancement des différents états initiaux (retombées, odeurs, eaux souterraines, etc.) et des éléments attendus avant la mise en service industrielle, rappelés à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2025-A-95-IC du 06/05/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINGENHELD ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE
- RTE DEPARTEMENTALE 931 ZA DU MONT DE SILLERY 51360 Prunay
- Code AIOT : 0100028472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LINGENHELD ENVIRONNEMENT CHAMPAGNE est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2025-A-95-IC du 06/05/2025 à exploiter une plateforme de transit et de traitement de terres polluées non dangereuses et dangereuses (40 000 t/an), sur la commune de Prunay.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 1.2	Sans objet
2	Etat initial des odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.3.2	Sans objet
3	Campagne initiale de mesures dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.4.2	Sans objet
4	Etat initial des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 3.5.1	Sans objet
5	Réception des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 5.2.1	Sans objet
6	Évaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.5	Sans objet
7	Bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023	Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en cours de finalisation de ses états initiaux afin de répondre à l'article 7 de son arrêté préfectoral et pouvoir réaliser la mise en service industrielle de son site. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection l'ensemble des documents sous un délai d'un à trois mois. Sans ces éléments, l'exploitant ne pourra pas réaliser la mise en service industrielle de son site. L'Inspection a pu constater que le site n'avait pas encore démarré son activité de traitement de terres polluées. L'activité de concassage de déchets inertes en cours sur le site est autorisée par une déclaration ICPE du 17/07/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Mise en service de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2718-1 (3550) : box de stockage de terres polluées dangereuses sous bâtiment : 15 000 t (A)- 2770 (3510) : traitement de terres polluées dangereuses par désorption thermique : 20 000 t/an (A)- 2716-1 : box de stockage de terres polluées non dangereuses sous bâtiment : 5 200 t (E)- 2791 (3532) : traitement de terres polluées non dangereuses par biopiles : 700 t/j et 20 000 t/an (A)- 2515-1-a : concassage/criblage des refus de crible des terres polluées : 491 kW (E)- 2517-1 : transit des refus de crible des terres polluées : 16 490 m² (E)- 2710-1-b : collecte de déchets par le producteurs initial (déchetterie pro) : 6 t (DC)- 2713-2 : transit, regroupement, tri de métaux ou déchets de métaux : 600 m² (D)- 2714-2 : transit, regroupement, tri de déchets non dangereux : 500 m³ (D)- 2715 : transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verres : 500 m³ (D)- 2171 : dépôt de fumier : 500 m³ (D)- 2780-1-c : compostage de déchets non dangereux : 20 t/j (D)- 2260-2-b : séchage (par contact direct avec les gaz de combustion) des substances végétales ou produits organiques naturels : 18 MW (DC)- 1532-2-b : stockage de bois : 17 000 m³ (D)- 1530-2 : dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles : 10 000 m³ (D)- 4801-2 : houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses : 100 t (D)
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2718-1 et 2716-1 : stockage de 1200 t de terres polluées sous le hall, en attente d'analyses contradictoires pour la définition de leur exutoire.- 2517 : concassage et criblage de déchets inertes (20 000 t environ). L'exploitant indique attendre la fin de la réalisation de l'ensemble des états initiaux pour démarrer la mise en service industrielle de l'installation et la mise en œuvre des autres rubriques ICPE du site. Les travaux de finalisation du site sont en cours ou viennent de se terminer (alimentation électrique, adduction d'eau, enrobage de la plateforme, bassin d'eaux pluviales et de défense incendie). L'exploitant a également prévu d'obturer un puits d'infiltration des eaux pluviales, utilisé pendant les travaux de terrassement de la plateforme. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection un plan de récolement de l'ensemble des travaux de construction du site, sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat initial des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etat initial des odeurs
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise un état initial des odeurs avant la mise en service des installations.</p> <p>Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un nouvel état des odeurs perçues dans l'environnement.</p> <p>Un protocole de surveillance des odeurs est mis en place par l'exploitant, conformément à l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (MTD du BREF WT).</p> <p>Les résultats sont transmis et commentés à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, en date du 25/05/2025. L'exploitant s'est engagé à la transmettre à l'Inspection sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Campagne initiale de mesures dans l'environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagne initiale de mesures dans l'environnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne initiale est réalisée avant la mise en service de l'installation (point zéro). La première campagne après la mise en service de l'installation est programmée dans les 6 mois après la mise en service de l'installation. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur et au plan de surveillance. La période de collecte d'échantillon devra être réalisée sur une durée représentant 14% de l'année. Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution au moins horaire. La station météorologique est installée et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : à une hauteur de 10 m du sol en dehors de toute influence topographique et/ ou des bâtiments. Les données météorologiques provenant d'une station de Météo France ne sont utilisées que si leur représentativité a été démontrée. Une campagne de mesure dans l'environnement est réalisée au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>En août 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une première version de la méthodologie proposée par un bureau d'études. Suite à différents échanges, l'exploitant a commandé d'une première campagne de mesure qui a débuté le 25/09/2025. Une station météorologique a également été installée à proximité du site. Le premier rapport sera disponible d'ici le mois de décembre 2025. L'exploitant s'est engagé à le transmettre à l'Inspection dès réception dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat initial des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat initial des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un état initial est réalisé avant la mise en service de l'installation afin de constituer un état zéro, à minima sur les paramètres suivants: <ul style="list-style-type: none">• analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, conductivité, O2 dissous, MES, NO2-, NO3-, NH4+Cl-, SO4²⁻, PO4³⁻, K+, Na+, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Sb, Co, V, Tl, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX, HAP et HCT;• analyse biologique : DBO5 ;• analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles.
Constats : 3 piézomètres ont été installés sur le site par une société spécialisée. L'exploitant a indiqué que les prélèvements étaient prévus pour le 09/10/2025. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection, le justificatif de la commande des analyses et les rapports de réalisation des piézomètres par le foreur, sous un délai d'un mois. Les rapports d'analyses seront également à transmettre à l'Inspection et à renseigner sur GIDAF dans le cadre prévu à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réception des moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réception des moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après : <ul style="list-style-type: none">• Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• Une réserve d'eau incendie de 120 m³, avec réalimentation par le réseau public, afin de garantir une disponibilité de 60 m³/h pendant 2 heures en toute circonstance. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur et les points d'eau sont situés à moins de 100 m du risque ;• Des extincteurs mobiles adaptés aux risques à combattre ;• Des consignes de sécurité incendie ;• Des organes signalés et accessibles de mise en sécurité des installations et notamment les dispositifs de coupure d'urgence des fluides et des énergies. [...] Avant la mise en service de ses installations, l'exploitant fait réaliser une réception opérationnelle des moyens de défense incendie par le SDIS de la Marne. [...]
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le SDIS de la Marne avait effectué une visite du site le 09/09/2025 afin de réceptionner la réserve d'eau incendie. Plusieurs remarques ont été formulées par le SDIS afin de pouvoir réceptionner la réserve : mise en place de bouées de sauvetage, d'échelle et de panneaux d'indication.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à le transmettre à l'Inspection, l'attestation de réception opérationnelle du SDIS-51, sous un délai de trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Évaluation des risques sanitaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des risques sanitaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépôt de son dossier d'autorisation et de ses compléments, l'état actuel des connaissances, ne permettait pas de réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires sur les particules de l'air PM 2,5 du fait de l'absence de proposition de valeurs toxicologique de référence (VTR) par l'ANSES dans son rapport d'expertise en date du 12/01/2023 (source : Anses. (2022). Avis de l'ANSES relatif à la recommandation de VTR par voie respiratoire pour l'exposition à long terme aux particules de l'air ambiant extérieur (PM2,5 et PM10) et à la faisabilité d'élaborer des VTR pour les particules de carbone suie et les particules ultrafines. (saisine 2019-SA-0198). Maisons-Alfort : Anses, 32 p).</p> <p>Cependant, l'ANSES a publié un nouveau rapport en date du 25/09/2024 (source : Avis complété de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'élaboration de VTR par voie respiratoire pour les particules de l'air ambiant extérieur (PM 2,5 et PM 10) et le carbone suie de l'air ambiant extérieur) dans lequel il publie des valeurs toxicologiques de référence (VTR), notamment sur les PM 2,5.</p> <p>Sous un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant met à jour l'évaluation des risques sanitaires (ERS) de son site en prenant en compte les VLE des PM 2,5 et la durée annuelle maximale de fonctionnement de la désorption thermique. Il la transmet à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une commande a été passée en ce sens à son bureau d'études.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection l'évaluation des risques sanitaires mise à jour, sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2025, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmission d'un bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la rubrique</p>

2718 soumise à autorisation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une commande a été passée en ce sens à son bureau d'études.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection le bilan de conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023, sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite